



CONVOCATION
pour les séances publique et plénière du
mardi 31 mai 2022
à 14h30

ORDRE DU JOUR

SÉANCE PUBLIQUE

- 1) **60.375** Projet de loi modifiant :
- 1° la loi modifiée du 23 juillet 2016 portant création d'un Haut-Commissariat à la Protection nationale ;
 - 2° la loi modifiée du 9 décembre 2005 déterminant les conditions et modalités de nomination de certains fonctionnaires occupant des fonctions dirigeantes dans les administrations et services de l'État ;
 - 3° la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État ;
 - 4° la loi modifiée du 8 avril 2018 sur les marchés publics
- (doc. parl. 7670)
- 2) **60.664** Projet de loi portant approbation de l'Accord de protection des investissements entre l'Union européenne et ses États membres, d'une part, et la République socialiste du Viêt Nam, d'autre part, fait à Hanoï, le 30 juin 2019
- (doc. parl. 7832)
- 3) **60.744** Projet de loi :
- 1° modifiant :
 - a) le Code civil ;
 - b) la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 ;
 - 2° abrogeant la loi modifiée du 24 juin 2020 concernant la célébration du mariage dans un édifice communal autre que la maison communale dans le cadre de la lutte contre la pandémie Covid-19
- (doc. parl. 7886)
- 4) **60.881** Projet de loi portant approbation de l'Accord portant extinction des traités bilatéraux d'investissement entre États membres de l'Union européenne, signé à Bruxelles, le 5 mai 2020
- (doc. parl. 7953)
- 5) **60.912** Projet de loi portant approbation de l'Amendement à l'article 8 du Statut de Rome de la Cour pénale internationale (fait d'affamer délibérément des civils), fait à La Haye, le 6 décembre 2019
- (doc. parl. 7942)
- 6) **60.960** Projet de loi portant approbation de l'Avenant à la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume de Belgique en vue d'éviter les doubles impositions et de régler certaines autres questions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole final y relatif, signés à Luxembourg le 17 septembre 1970, tels que modifiés par les Avenants du 11 décembre

SÉANCE PLÉNIÈRE

Projets et proposition de loi

- 1) **52.692** Projet de loi sur les forêts portant abrogation de :
- 1° l'édit, ordonnance et règlement des Archiducs Albert et Isabelle du 14 septembre 1617 sur le fait des Bois ;
 - 2° l'ordonnance modifiée du 13 août 1669 sur le fait des Eaux et Forêts ;
 - 3° l'ordonnance et règlement des Bois du 30 décembre 1754 ;
 - 4° l'ordonnance du Conseil provincial du 25 février 1775 sur la conservation des genêts ;
 - 5° l'ordonnance du Conseil provincial du 22 juillet 1775 défendant de cueillir dans les bois des fruits quelconques ;
 - 6° le décret du 24 juillet 1779 concernant la glandée et le pâturage dans les bois ;
 - 7° l'ordonnance du 6 février 1784 sur la conservation des jardins, haies, enclos ;
 - 8° l'ordonnance du 9 mars 1789 concernant la vente des portions de bois de chauffage ;
 - 9° le décret du 15-29 septembre 1791 sur l'administration forestière ;
 - 10° le décret du 28 septembre au 6 octobre 1791 concernant les biens et usages ruraux et la police rurale ;
 - 11° l'ordonnance royale grand-ducale modifiée du 1^{er} juin 1840 concernant l'organisation de la partie forestière ;
 - 12° l'ordonnance royale grand-ducale du 6 juillet 1843 concernant la vente sur pied des coupes de bois domaniales et communales ;
 - 13° la loi forestière du 14 novembre 1849 sur le régime forestier ;
 - 14° la loi du 12 mai 1905 concernant le défrichement des propriétés boisées ;
 - 15° la loi modifiée du 7 avril 1909 concernant la réorganisation de l'administration des Eaux et Forêts ;
 - 16° la loi modifiée du 8 octobre 1920 concernant l'aménagement des bois administrés ;
 - 17° la loi modifiée du 30 janvier 1951 ayant pour objet la protection des bois ;
 - 18° la loi modifiée du 29 juin 1972 concernant la commercialisation de bois bruts « classés CEE » ;
- et modifiant la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles
(Amendements parlementaires du 3 juin 2021)

(doc. parl. 7255)

- 2) **60.104** Projet de loi portant modification :
- 1° de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 ;
 - 2° de l'article 2045 du code civil ;
 - 3° de la loi du 11 juillet 1957 portant réglementation du camping ;
 - 4° de la loi modifiée du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux ;
 - 5° de la loi modifiée du 23 février 2001 concernant les syndicats de communes ;
 - 6° de la loi électorale modifiée du 18 février 2003 ;

7° de la loi modifiée du 8 avril 2018 sur les marchés publics
(Amendements parlementaires du 10 janvier 2022)

(doc. parl. 7514)

3) 60.470 Projet de loi portant création et organisation de l'Administration vétérinaire et alimentaire, portant modification :

1° de la loi modifiée du 21 novembre 1980 portant organisation de la Direction de la santé ;

2° de la loi modifiée du 19 mai 1983 portant réglementation de la fabrication et du commerce des aliments des animaux ;

3° de la loi du 28 juillet 2018 instaurant un système de contrôle et de sanctions relatif aux denrées alimentaires

(Amendements parlementaires des 25 mars et 3 mai 2022)

(doc. parl. 7716)

4) 60.504 Projet de loi portant organisation de l'établissement public « Média de service public 100,7 » et portant modification de la loi modifiée du 27 juillet 1991 sur les médias électroniques

(Amendements parlementaires du 22 mars 2022)

(doc. parl. 7749)

5) 60.563 Projet de loi

1° en faveur d'une éducation à l'alimentation équilibrée et diversifiée dans les établissements scolaires et universitaires ;

2° portant création d'une Administration de restauration collective dénommée « Restopolis » et portant modification de :

1° la loi modifiée du 25 juin 2004 portant organisation des lycées ;

2° la loi du 20 juillet 2018 portant création de Centres de compétences en psycho-pédagogie spécialisée en faveur de l'inclusion scolaire

(Projet initial + amendements gouvernementaux du 4 mars 2022)

(doc. parl. 7792)

6) 60.728 Projet de loi portant modification :

1° du Code de procédure pénale ;

2° de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire ;

3° de la loi modifiée du 17 avril 1998 portant création d'un établissement public dénommé « centre hospitalier neuropsychiatrique » ;

4° de la loi modifiée du 29 mars 2013 relative à l'organisation du casier judiciaire ;

5° de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État ;

6° de la loi du 20 juillet 2018 portant réforme de l'administration pénitentiaire

(doc. parl. 7869)

7) 60.749 Projet de loi modifiant :

1° la loi modifiée du 30 juillet 2015 portant création d'un Institut de formation de l'éducation nationale ;

2° la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État ;

3° la loi modifiée du 7 octobre 1993 ayant pour objet a) la création d'un Service de Coordination de la Recherche et de l'Innovation pédagogiques et technologiques ; b) la création d'un Centre de Gestion Informatique de l'Éducation ; c) l'institution d'un Conseil scientifique ;

- 4° la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental ;
- 5° la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental ;

et abrogeant la loi du 20 juin 2020 portant dérogation : 1° aux chapitres 2 à 3quater de la loi modifiée du 30 juillet 2015 portant création d'un Institut de formation de l'éducation nationale ; 2° à l'article 5 de la loi modifiée du 10 juin 1980 portant planification des besoins en personnel enseignant de l'enseignement secondaire

(Amendements parlementaires du 25 avril 2022)

(doc. parl. 7894)

- 8) 60.824** Projet de loi portant organisation du Conseil national de la justice et modification de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État

(Amendements parlementaires du 15 octobre 2021)

(doc. parl. 7323A)

- 9) 60.875** Projet de loi portant :

1° modification de :

- a) la loi modifiée du 15 mars 2016 relative aux produits dérivés de gré à gré, aux contreparties centrales et aux référentiels centraux et modifiant différentes lois relatives aux services financiers ;
- b) la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier ;
- c) la loi modifiée du 5 août 2005 sur les contrats de garantie financière ;
- d) la loi modifiée du 19 mai 2006 portant transposition de la directive 2004/25/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 avril 2004 concernant les offres publiques d'acquisition ;
- e) la loi modifiée du 24 mai 2011 concernant l'exercice de certains droits des actionnaires aux assemblées générales de sociétés cotées ;
- f) la loi modifiée du 18 décembre 2015 relative à la défaillance des établissements de crédit et de certaines entreprises d'investissement ; et du
- g) règlement grand-ducal modifié du 18 décembre 1981 concernant les dépôts fongibles de métaux précieux et modifiant l'article 1^{er} du règlement grand-ducal du 17 février 1971 concernant la circulation des valeurs mobilières ; et

2° mise en œuvre du règlement (UE) 2021/23 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2020 relatif à un cadre pour le redressement et la résolution des contreparties centrales et modifiant les règlements (UE) n° 1095/2010, (UE) n° 648/2012, (UE) n° 600/2014, (UE) n° 806/2014 et (UE) 2015/2365, ainsi que les directives 2002/47/CE, 2004/25/CE, 2007/36/CE, 2014/59/UE et (UE) 2017/1132

(doc. parl. 7933)

- 10) 60.892** Projet de loi sur le statut des magistrats et portant modification :

- 1. du Code pénal ;
- 2. du Code de procédure pénale ;
- 3. de la loi modifiée du 18 février 1885 sur les pourvois et la procédure de cassation ;
- 4. de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire ;

5. de la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif ;
6. de la loi modifiée du 27 juillet 1997 portant organisation de la Cour Constitutionnelle ;
7. de la loi modifiée du 7 juin 2012 sur les attachés de justice ;
8. de la loi modifiée du 27 août 1977 concernant le statut des fonctionnaires entrés au service d'Institutions internationales
9. de la loi modifiée du 25 mars 2015 fixant le régime des traitements et les conditions et modalités d'avancement des fonctionnaires de l'État
(Amendements parlementaires des 20 décembre 2021 et 18 mars 2022)

(doc. parl. 7323B)

- 11) 60.916** Projet de loi autorisant le Gouvernement à acquérir un vélodrome et à participer au financement des travaux nécessaires à la construction des équipements et aménagements nécessaires à son exploitation

(doc. parl. 7956)

- 12) 60.937** Proposition de loi abrogeant l'article 84 du code de la sécurité sociale

(doc. parl. 7966)

- 13) 60.943** Projet de loi portant création d'un lycée à Luxembourg et modification de la loi du 17 décembre 2021 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2022

(doc. parl. 7978)

- 14) 60.956** Projet de loi portant modification :

- 1° du Code de procédure pénale ;
- 2° de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire ;
- 3° de la loi modifiée du 8 août 2000 sur l'entraide judiciaire internationale en matière pénale ;
- 4° de la loi modifiée du 12 novembre 2004 relative à la lutte contre le blanchiment et contre le financement du terrorisme ;
- 5° de la loi modifiée du 10 juillet 2020 instituant un Registre des fiducies et des trusts

(doc. parl. 7972)

Projets de règlement grand-ducal

- 15) 60.878** Projet de règlement grand-ducal concernant les règles de l'air

- 16) 60.908** Projet de règlement grand-ducal fixant les modalités et les matières de l'examen de fin de stage sanctionnant la formation spéciale en vue de l'admission définitive, ainsi que de l'examen de promotion des fonctionnaires auprès de l'Institut national de statistique et des études économiques

- 17) 60.925** Projet de règlement grand-ducal fixant les modalités et les matières de l'examen de fin de stage sanctionnant la formation spéciale en vue de l'admission définitive ainsi que de l'examen de promotion des différentes catégories de traitement auprès de l'Agence pour le Développement de l'Emploi

- 18) 60.964** Projet de règlement grand-ducal portant création de zones de protection autour des captages d'eau souterraine Brouch situées sur les territoires des communes de Bech et Biver